

L'ARMÉE S'EN PREND À LA POPULATION CIVILE IRAKIENNE

Opération « Marteau de fer »



En lançant l'opération « Marteau de fer » le 12 novembre 2003, le Pentagone a décidé de mettre en oeuvre en Irak les principes de la « guerre de basse intensité » tels qu'ils ont déjà été appliqués en Algérie, au Vietnam et en Amérique du Sud. Ces méthodes incluent le bouclage physique de villages, la destruction d'habitations, la prise en otage de civils et l'assassinat de toute personne soupçonnée d'appartenir à la résistance. En ciblant directement la population civile, l'état-major états-unien donne une nouvelle ampleur à son occupation du pays.

page 2

**Travail forcé :
Bernard
Kouchner défend
Total en Birmanie**

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Bernard Kouchner défend son rapport commandé par Total, dans lequel il affirme que la compagnie pétrolière n'a jamais utilisé des travailleurs forcés en Birmanie, quoiqu'en disent les défenseurs des Droits de l'homme qui ont porté plainte contre elle. Il conseille de ne s'attaquer qu'à la junte birmane, et non à l'entreprise, mais de ne pas utiliser le boycott. Il va ainsi à l'encontre de toutes ses déclarations précédentes sur le sujet.

page 8

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ **Ariel Sharon** évoque un grand dispositif unilatéral « si les Palestiniens font échouer la Feuille de route »

■ **L'émissaire britannique au Proche-Orient** revendique une approche différente de celle de Washington sur le dossier syrien

■ **Le Premier ministre jordanien** condamne le mur de séparation et s'entretient avec le chef du gouvernement syrien

■ **Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe** expose l'ordre du jour du prochain sommet

■ **Silvan Shalom** rencontre le président égyptien au cours de sa tournée diplomatique

■ **Un rapport israélien** dénonce les errements des services de renseignement nationaux avant la guerre en Irak

■ **« L'Orient Le Jour »** analyse l'intérêt des dirigeants libanais pour les relations entre la Syrie et les États-Unis

■ **« L'Orient Le Jour »** évoque la vision libanaise de la nouvelle politique d'Ariel Sharon

page 14



LA PHRASE DU JOUR : NICOLAS SARKOZY DÉJOUÉ UN COMLOT TERRORISTE

Le 10 décembre 2003 à l'Assemblée nationale française, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a fait état de ses avancées dans la guerre qu'il conduit contre le terrorisme : « La semaine dernière, un préfet a été amené à fermer une maternelle et une crèche illégales d'inspiration salafiste, à Fontenay et à Antony. La lutte contre le terrorisme n'admet aucun relâchement. »

L'armée s'en prend à la population civile irakienne

Opération « Marteau de fer »

En lançant l'opération « Marteau de fer » le 12 novembre 2003, le Pentagone a décidé de mettre en oeuvre en Irak les principes de la « guerre de basse intensité » tels qu'ils ont déjà été appliqués en Algérie, au Vietnam et en Amérique du Sud. Ces méthodes incluent le bouclage physique de villages, la destruction d'habitations, la prise en otage de civils et l'assassinat de toute personne soupçonnée d'appartenir à la résistance. En ciblant directement la population civile, l'état-major états-unien donne une nouvelle ampleur à son occupation du pays.



Les États-Unis ont lancé, le 12 novembre 2003, une offensive contre-insurrectionnelle majeure en Irak, afin d'écraser la résistance. Cette opération militaire, intitulée opération « Marteau de fer », correspond, selon **le communiqué du Central Command**, à « *une opération commune ciblant les zones d'opération de l'ennemi, visant à empêcher l'ennemi de stocker des armes pour les utiliser contre les forces de la Coalition et les citoyens de Bagdad et à détruire les forces ennemies menant des attaques au mortier contre Bagdad* ». Dans la nuit du 12 au 13 novembre, une camionnette soupçonnée d'avoir participé à de telles attaques est poursuivie par des véhicules états-uniens, protégés par un soutien aérien. Un hélicoptère Apache AH-64 finit par exploser la fourgonnette. Un peu plus tard dans la nuit, un bâtiment abandonné, soupçonné de servir de base secrète à des membres de la

guérilla irakienne, est également détruit. Les jours suivants, les bombardements, arrestations et destructions de « refuges des insurgés » se multiplient.

Dans l'ensemble de la presse [1], cette opération d'une ampleur nouvelle - qui dépasse largement le cadre du simple maintien de la paix - est présentée comme la riposte nécessaire des troupes d'occupation à la recrudescence des attaques menées par la résistance irakienne contre les forces de la Coalition. Il est vrai que le contexte est alors propice à une telle analyse : le 11 novembre, le commandant des forces armées états-uniennes en Irak, le général Ricardo Sanchez, déclare que ses troupes n'hésiteront pas à utiliser toute leur puissance de feu pour mater la guérilla meurtrière qui leur a coûté 153 hommes depuis six mois [2] ; le 12 novembre, jour de lancement de l'offensive, un camion piégé explose devant le quartier général des forces de police paramilitaires italiennes, tuant 18 Italiens et 8 Irakiens. Les compte-rendus de l'armée états-unienne font rapidement état d'une efficacité directe de l'opération « marteau de fer » : le 25 novembre, le général John Abizaid, qui dirige l'US Central Command, déclare que les récentes offensives conduites par l'armée états-unienne ont divisé par deux le nombre d'attaques visant ses troupes, en un peu moins de deux semaines [3].

Derrière le « Marteau de fer », la « guerre de basse intensité »

L'Opération « Marteau de fer » n'est pourtant pas une improvisation de l'état-major états-unien face à une résistance inattendue de la part de la population irakienne. Elle correspond au contraire à une stratégie militaire bien connue à Washington, celle de la « guerre de basse intensité ».

En 2001, la Rand Corporation avait ainsi publié les actes du colloque « **Prêts pour l'Apocalypse** », tenu en mars 2001 et consacré aux techniques de combat en zone urbaine. Des experts britanniques, israéliens et jordaniens, ainsi que des vétérans de la guerre du Vietnam étaient associés à cette étude destinée aux marines. L'étude du contenu du document marque le retour des théories, élaborées lors des occupations coloniales en Indochine et en Algérie dans les années 50 et 60, de guerre contre des « populations civiles déloyales ». Les orateurs y soulignaient notamment que la minimisation des pertes militaires impliquait l'absence de restrictions dans les combats et que le caractère particulièrement atroce de ces opérations supposait un conditionnement préalable des marines [4].

La doctrine de la « guerre de basse intensité » est destinée à élaborer des stratégies pour contrer les opérations de guérilla. Celles-ci ont été mises en œuvre pour la première fois lors de la guerre d'Algérie, sous l'impulsion notamment de Paul Aussaresses, membre du **stay-behind**. Celui-ci a été reçu dans l'émission « 60 minutes » sur CBS, en octobre 2002, pour y expliquer que la torture en Algérie avait été nécessaire car elle avait permis de sauver des vies menacées par les groupes terroristes. [5]. Ce qui marque bien le glissement sémantique à l'œuvre, qui qualifie les mouvements de résistance de terroristes, en Algérie, au Vietnam, en Palestine et aujourd'hui en Irak.

On retrouve d'ailleurs Paul Aussaresses une dizaine d'années plus tard en tant qu'instructeur à Fort Bragg, aux États-Unis, pour y enseigner ses méthodes à des officiers états-uniens. Des enseignements identiques à ceux apportés par différents militaires français à leurs homologues argentins dans le cadre de l'opération Condor [6]. D'après la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet, rédigée par Noël Mamère, Martine Billard et Yves Cochet en septembre 2003, le général Aussaresses reconnaît de son propre aveu « *avoir enseigné "la torture et les techniques de la bataille d'Alger" aux militaires brésiliens, lorsqu'il était attaché militaire auprès de l'ambassade de France au Brésil, de 1973 à 1975.* » [7]

Les néo-conservateurs de Washington, en planifiant l'offensive contre l'Irak, prévoyaient donc déjà l'application de telles mesures. La filiation avec le programme Phoenix [8], au Vietnam, est même pleinement assumée par Max Boot, journaliste « néo-cons » et membre du **Council on Foreign Relations** : dans un **article paru dans le New York Times**, il appelle l'état-major états-unien à « *développer une politique similaire à ce que fut l'opération Phoenix au Vietnam, politique qui connut certes quelques excès mais beaucoup de succès.* » [9].

Traiter l'Irak comme les Territoires palestiniens occupés

Comment cette doctrine se manifeste-t-elle en Irak ? Les frappes aériennes sur des cibles de la résistance au cours des premiers jours ont rapidement fait place à une politique de contrôle total du territoire irakien et de représailles disproportionnées, très éloignée des principes édictés par les conventions de Genève relatives au droit de la guerre. C'est ainsi que se multiplient, depuis le début du mois de décembre 2003, le bouclage de villages suspects à l'aide de fils barbelés, l'arrestation de familles de résistants afin de servir de monnaie d'échange et, en dernier ressort, la destruction des maisons appartenant aux Irakiens désignés comme les responsables d'attentats.

Une politique qui rappelle étrangement celle mise en œuvre par l'armée israélienne au sein des Territoires palestiniens occupés, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Plusieurs articles parus dans la presse états-unienne et britannique, voire israélienne ont fait état de stages de formation réalisés par des officiers états-uniens en Israël, afin d'y acquérir des rudiments de tactique contre-insurrectionnelle. En juillet 2003, le brigadier général Michael Vane a ainsi mentionné, dans une lettre publiée dans *Army Magazine*, la coopération avec Israël dans ce domaine. D'après deux sources militaires anonymes citées dans un article du *Guardian*, l'armée israélienne a notamment envoyé des spécialiste en guérilla urbaine à Fort Bragg, et des « *consultants* » militaires israéliens se sont également rendus en Irak pour y analyser la situation [10]. Cette information a été démentie par les responsables états-uniens [11]. D'après un ancien responsable des services de renseignement états-uniens, cités anonymement par le *Guardian*, les opérations actuellement à l'œuvre en Irak « *sont pratiquement un programme d'assassinat. C'est ce qui est en train d'être conceptualisé là bas. C'est une nouvelle équipe de chasseurs-tueurs* ». Selon lui, ce revirement tactique et le renforcement de la coopération avec Israël

ne peut qu'enflammer la situation déjà explosive au Proche-Orient.

En septembre 2003, **un article du *Jerusalem Post*** avait déjà révélé l'influence grandissante des méthodes israéliennes dans la pratique militaire états-unienne. On y apprenait en effet que le Pentagone avait demandé à l'armée israélienne de lui fournir une traduction en anglais du programme de formation destiné à enseigner aux soldats de Tsahal comment se comporter dans les Territoires occupés. L'objectif étant évidemment d'appliquer ces méthodes sur le sol irakien.

Des opérations conjointes auraient même déjà menées sur place, comme l'assassinat du leader chiite irakien al-Hakim, le 7 août 2003. D'après **un article de l'hebdomadaire égyptien *Al Osboa***, cet attentat, immédiatement imputé à la communauté sunnite, aurait été réalisé par des agents du Mossad, qui ont ensuite bénéficié de l'aide du Central Command états-unien pour être exfiltrés. La collaboration de l'armée états-unienne avec Tsahal n'est d'ailleurs plus qu'un secret de Polichinelle : lors de l'annonce par Washington de la réduction des garanties bancaires promises à Israël, le *Jerusalem Post* a en effet précisé que cette aide états-unienne était **une récompense pour l'aide apportée par Israël dans la préparation de la guerre d'Irak.**

Boykin et les Forces spéciales

Sur place, la multiplication des opérations spéciales, traditionnellement dévolue aux Forces spéciales, dont Donald Rumsfeld est le premier défenseur, a donné lieu à la création d'une unité en leur sein, intitulée Task Force 121. Elle est composée des membres des Forces Delta, des Navy Seals, et de membres paramilitaires de la CIA. Son principal objectif : neutraliser les « *insurgés baasistes, en les capturant ou en les assassinant* » [12].



Le lieutenant-général Boykin

D'après l'article de Seymour M. Hersh paru dans le *New Yorker*, l'attribution de cette mission aux Forces spéciales est une victoire pour le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, qui lutte depuis deux ans pour que l'état-major états-unien accepte la doctrine de la « chasse à l'homme », qu'il développe à la fois dans ces discours publics et dans les communications internes au Pentagone. Il déplorait ainsi régulièrement que l'armée ne soit pas entraînée et équipée pour effectuer de telles « *chasses à l'homme* » qui peuvent être comprises comme des opérations clandestines d'assassinat. Celles-ci relèvent désormais explicitement d'une section spéciale de l'US Army.

L'un des principaux artisans de la formation de cette unité est Stephan Cambone, le sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement. Cambone était déjà directeur de cabinet dans la commission présidée par Donald Rumsfeld en 1998, qui avait mis en garde contre la menace d'une frappe par missile balistique contre les États-Unis. Il s'est également montré un défenseur acharné des services de renseignement états-uniens quant à leur estimation de la menace irakienne, reprenant à son compte l'information - par la suite démentie - selon laquelle un camion ayant servi de laboratoire pour des armes bio-chimiques aurait été retrouvé en Irak, après la chute de Saddam Hussein.

Au niveau opérationnel, c'est le lieutenant-général William Jerry Boykin, l'assistant militaire de Stephan Cambone, qui se charge de planifier l'offensive des Forces spéciales. William Boykin est devenue une personnalité extrêmement controversée après avoir été filmée en train de tenir des propos islamophobes devant une congrégation chrétienne de l'Oregon, amalgamant le monde musulman avec Satan et déclarant : « *Satan veut détruire cette nation, il veut nous détruire en tant que nation et il veut nous détruire en tant qu'armée chrétienne* ». Selon lui, le président George W. Bush n'a pas été « élu » mais « désigné par Dieu ». Controversé également son passé militaire, puisqu'il commandait les forces états-uniennes à Mogadiscio, en Somalie, lors d'une opération militaire qui coûta la vie à dix-huit soldats, en 1993. Sa nomination à la tête des opérations clandestines en Irak semble donc indiquer que le Pentagone ne se soucie pas trop des pertes. William Boykin est également considéré, dans le milieu du renseignement états-unien, comme le responsable de l'assassinat du narco-trafiquant Pablo Escobar, officiellement attribué à la police colombienne.

Une victoire militaire possible, une défaite politique inévitable

Il est difficile de ne pas considérer avec effroi cette nouvelle stratégie de confrontation et de recours à la violence choisie par les États-Unis. Une stratégie plusieurs fois utilisée par le passé, avec souvent les mêmes résultats, en Algérie ou au Vietnam : une victoire militaire, doublée d'un échec politique. Le « non-échec » de certaines de ces opérations en Amérique du sud ou en Israël ne permettent pas non plus d'imaginer une issue heureuse à la situation irakienne. L'opération « Marteau de fer », qui tire son nom d'une opération menée par les nazis contre des centrales électriques soviétiques, au cours de la Seconde Guerre mondiale, permet au moins de révéler la réelle nature de la présence militaire états-unienne sur place : il s'agit bien d'une domination de nature coloniale et durable. Dans un tel scénario, il paraît difficile d'imaginer que le transfert de souveraineté aux Irakiens si souvent promis soit réellement accordé à court ou moyen terme.

[1] « U.S. Forces Launch Operation Iron Hammer », FOX News, 13 novembre 2003. « U.S. assaults in Baghdad continue », CNN, 13 novembre 2003. « La volte-face de Bush », par Philippe Coste, *L'Express*, 20 novembre 2003.

[2] « Irak - Sanchez menace de « mettre le paquet » contre la guérilla », Reuters, 12 novembre 2003.

[3] « Rockets Fired at US HQ in the Heart of Baghdad », par Naseer Al-Nahr, *Asharq Al-Awsat*, publié par *Arab News*, 26 novembre 2003.

[4] « Sources ouvertes - Prêts pour l'Apocalypse », Réseau Voltaire, 21 octobre 2002.

[5] « « Un élargissement des oppositions entre les croyances » », Tribunes Libres Internationales, 14 octobre 2002.

[6] L'opération Condor consista en l'organisation, dans les années 70 d'un réseau d'élimination des opposants en Amérique latine. Ce réseau, soutenu par les États-Unis, incluait l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay. Les services militaires et policiers de chacun de ces États échangeaient des renseignements avec les

autres et procédaient à des exécutions sommaires pour le compte des pays « partenaires ».

[7] « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984. », Assemblée nationale, 10 septembre 2003.

[8] Le programme Phoenix fût un programme de contre-insurrection mis en place au Vietnam. Dans le cadre de ce programme, les Forces spéciales états-uniennes ont été conduites à capturer et assassiner des Vietnamiens soupçonnés d'être membres du Vietcong. Ces opérations, menées sur la base d'informations fournies par des officiers de l'armée du Sud Vietnam, sont devenue incontrôlables. D'après des statistiques élaborées par des responsables sud-vietnamiens, Phoenix aurait fait plus de 40 000 victimes de 1968 à 1972. Un emballement effroyable publiquement reconnu par le directeur du programme de l'époque, William E. Colby, devant le Congrès. William E. Colby devint par la suite directeur de la CIA.

[9] « « Les leçons d'un borbier » », *Tribunes Libres Internationales*, 17 novembre 2003.

[10] « Israel Trains US Assassination Squads in Iraq », *The Guardian*, 9 décembre 2003.

[11] « Tough New Tactics by U.S. Tighten Grip on Iraq Towns », par Dexter Filkins, *New York Times*, 7 décembre 2003.

[12] « Moving Targets », par Seymour M. Hersh, *The New Yorker*, 15 décembre 2003.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Travail forcé : Bernard Kouchner défend Total en Birmanie

Analyse

Depuis août 2002, la compagnie pétrolière Total (anciennement Total-Fina-Elf) est l'objet d'une plainte, pour usage du travail forcé en Birmanie, déposée en France par des associations de défenseurs des Droits de l'homme. La société, qui nie toute implication dans cette forme d'esclavage, a demandé à l'ancien ministre français de la Santé et administrateur de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner, de rédiger un rapport sur la question. Mis en cause sur ce sujet dans un article du journal *Libération*, Bernard Kouchner répond partiellement aux accusations dans une tribune et reprend les conclusions de son rapport. Selon lui, Total n'a jamais utilisé sciemment de travailleurs forcés et s'il est arrivé que la junte au pouvoir en Birmanie en use sur des sites exploités par Total, la compagnie pétrolière française a dédommagé ces travailleurs. Il ne faut donc pas se tromper de cibles. C'est à la junte militaire qu'il faut s'attaquer, sans pour autant engager de boycott. Ces conclusions passent sous silence les accusations de blanchiment d'argent du trafic d'héroïne qui pèsent sur l'entreprise et entrent en contradiction avec la préface du livre *Dossier noir : Birmanie* où M. Kouchner appelait à des sanctions économiques. L'ancien ministre conclue consensuellement sa tribune en demandant la libération d'Aung San Suu Kyi, mais oublie de déclarer que le Prix Nobel de la paix a déclaré en 1996 que Total « est devenue le plus fort soutien du système militaire birman ».

Autre femme à avoir reçu le Prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi voit une partie de son discours prononcé hier à Oslo lors de la réception de sa récompense reproduit par *The Independent*. Elle y affirme que ce n'est pas l'islam mais le modèle de société patriarcale qui bloque le développement de la démocratie, de

l'égalité entre hommes et femmes et des Droits de l'homme dans le monde musulman. Il n'existe donc pas d'impossibilité à voir se développer une démocratie dans le monde musulman. Dans une partie non reprise par *The Independent*, l'avocate s'en était également prise aux États-Unis et avait dénoncé leur politique dans la région.

La clôture de la saison des Nobel, conduit le général Andrew J. Goodpaster à revenir sur le discours prononcé, il y a 50 ans, par le général Marshall lors de la remise de son Prix Nobel de la paix. Dans le *New York Times*, il affirme que la vision du monde développé par l'auteur du fameux plan éponyme de reconstruction de l'Europe doit guider la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak et que l'occupation doit laisser la place à la collaboration. Derrière la reprise du mythe de la générosité désintéressée du plan Marshall, le général Goodpaster propose en réalité la mise en place d'une pseudo souveraineté dans les deux pays confiée à des hommes sûrs et avec une économie largement ouverte aux entreprises états-uniennes, comme l'avait fait le général Marshall en Europe.

L'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, Shlomo Ben-Ami, revient dans un entretien accordée au *Figaro* au sujet des accords de Genève qu'il condamne. Il soutient, sans la nommer, la proposition russe de relance de la « Feuille de route » par le Conseil de sécurité et estime que les négociations menées à Genève accordent trop de concessions aux Palestiniens malgré l'abandon implicite du droit au retour. Quoi qu'il en soit, selon lui, les Palestiniens ne sont pas vraiment engagés dans le processus de paix et vont utiliser le document pour obtenir plus. Implicitement, il tente de valider la thèse d'Ehud Barak selon laquelle il n'y a pas de partenaires avec qui Israël peut faire la paix.

Andrew Apostolou et Zeyno Baran affirment dans le *Washington Times* qu'un nouveau front de la guerre au terrorisme s'est ouvert en Turquie. Ils développent l'idée originale que ce pays et le Royaume-Uni n'ont pas été frappés pour des raisons liées à la guerre en Irak mais pour leur rôle dans le démantèlement du Califat après la Première Guerre mondiale. Ils estiment que la Turquie peut vaincre les terroristes mais qu'il faut l'empêcher d'appliquer à nouveau les méthodes employées lors de la répression des Kurdes. Ils demandent donc aux États-Unis et à l'Union européenne d'aider Ankara pour mieux la surveiller.

Bernard Kouchner



Médecin gastro-entérologue, Bernard Kouchner est ancien administrateur de l'ONU au Kosovo (1999-2001) et ancien secrétaire d'État, puis ministre de la Santé dans les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy (1988-1993), puis dans celui de Lionel Jospin (1997-1999). Fondateur de Médecin du Monde, Il a mené campagne dans les institutions internationales pour la reconnaissance du droit d'ingérence, notion au nom de laquelle il a préconisé l'attaque de l'Irak par les États-Unis.

« Total en Birmanie : une lettre de Bernard Kouchner »

Source : Libération

Référence : « Total en Birmanie : une lettre de Bernard Kouchner », par Bernard Kouchner, *Libération*, 11 décembre 2003. Cette tribune est une réponse à un article de *Libération* mettant en cause son rapport dans lequel il affirme que Total n'a jamais bénéficié du travail forcé en Birmanie.

Je n'ai accepté la **mission proposée** par **Total** dans le cadre de mes activités de consultants internationales qu'après m'être rendu dans le pays et je reste convaincu de la nature odieuse du régime. Je suis convaincu que l'armée birmane a utilisé le travail forcé dans la zone du pipeline, là où travaillait Total mais quand la compagnie l'a constaté, elle a fait cesser ces pratiques et a indemnisé les Birmans qui en avait subi les effets.

L'armée continue ces pratiques et il faut les dénoncer mais je ne pense pas que Total ait utilisé ces méthodes et ait utilisé des travailleurs forcés. Il aurait fallu beaucoup de stupidité, de perversion et de laxisme de la part d'une compagnie internationale (et française) pour utiliser une main d'œuvre asservie là où, pour quelques dollars par mois, on peut embaucher tous les ouvriers nécessaires et améliorer leurs conditions de vie. En fait, certains témoins, principalement des réfugiés, ont confondu la zone où travaillait Total avec celle du chemin de fer construit à la même époque. Aucun témoin n'a pris contact avec moi au sujet du travail forcé, s'ils existent, je les recevrai volontiers.

En s'élevant contre Total, on se trompe de débat et si Total quittait la Birmanie, une autre compagnie, moins soucieuse des Droits de l'homme, prendrait sa place et le boycott finirait par frapper les plus pauvres. Je me suis battu pour les Droits de l'homme toute ma vie et je continue mais il ne faut pas se tromper de cibles. Il faut agir ensemble pour la libération de **Aung San Suu Kyi** et pour la démocratie en Birmanie.

Shirin Ebadi



Avocate féministe et militante des Droits de l'homme iranienne, Shirin Ebadi a reçu le Prix Nobel de la paix en 2003.

« L'Islam ne justifie pas les inégalités »

Source : The Independent

Référence : « Islam does not justify inequality », par Shirin Ebadi, *The Independent*, 11 décembre 2003. Ce texte est tiré du discours prononcé le 10 décembre lors de la remise du Prix Nobel de la paix 2003 à Oslo.

Les femmes constituent la moitié de la population de chaque pays et empêcher les femmes de participer aux activités politiques, économiques et sociales d'un pays équivaut à priver une population de la moitié de ses ressources. La structure patriarcale ne peut plus continuer.

Certains musulmans justifient les régimes despotiques en affirmant que la démocratie et les Droits de l'homme ne sont pas compatibles avec la structure de l'Islam mais, en Iran, la population a pris conscience de ses droits et veut participer aux affaires publiques. La discrimination vis-à-vis des femmes dans les États islamiques tire ses racines de la culture patriarcale qui refuse également la démocratie, pas de l'Islam.

Le Prix Nobel de la paix qui m'est donné aujourd'hui est un espoir pour les Iraniens et les citoyens des pays musulmans qui veulent établir la démocratie dans leur pays.

Andrew J. Goodpaster



Le Général Andrew J. Goodpaster est président émérite de la George C. Marshall Foundation et membre de l'Eisenhower Institute. Il a été Commandant suprême des forces de l'OTAN (1969-1974).

« Le monde de George Marshall et le notre »

Source : New York Times

Référence : « George Marshall's World, and Ours », par Andrew J. Goodpaster, *New York Times*, 11 décembre 2003.

En raison d'une maladie qui l'empêchait de la faire lui-même, j'avais dû aider à la rédaction du discours du général Marshall pour la remise de son Prix Nobel de la paix en 1953, il y a 50 ans aujourd'hui, qui lui avait été décerné pour son rôle dans la reconstruction de l'Europe. Dans ce discours il livrait sa vision de la nation et du monde dont nous devons nous inspirer dans nos efforts en Irak et en Afghanistan.

Marshall savait que la force militaire avait été essentielle pour gagner la Seconde Guerre mondiale mais il savait également qu'elle n'était pas suffisante pour garantir la paix, la sécurité, la prospérité économique et la démocratie. Mais le vrai génie du plan Marshall fut de rendre l'espoir et la dignité aux Européens. Le plan rassembla les Européens et ce sont ces derniers qui devaient dire aux États-Unis ce dont ils avaient besoin, pas l'inverse.

En Afghanistan et en Irak, les dirigeants états-unis doivent passer de

l'occupation à la collaboration et faire davantage participer la population. Il faut que le président **George W. Bush** convainque les États-Unis de reconstruire l'Irak, qu'il implique plus l'ONU et qu'il suive les principes de Marshall.

Shlomo Ben-Ami



Shlomo Ben-Ami a été ministre des Affaires étrangères travailliste dans le gouvernement d'Ehud Barak. Il a participé aux négociations de Camp David en 2000 et dirigeait l'équipe de négociation israélienne à Taba.

« Le plan de Genève se noie dans les détails »

Source : Le Figaro

Référence : « Le plan de Genève se noie dans les détails », par Shlomo Ben-Ami, *Le Figaro*, 11 décembre 2003. Ce texte est tiré d'une interview.

L'initiative de Genève a des aspects positifs car elle re-mobilise la population contre la politique d'**Ariel Sharon** et je souscris totalement à ce qu'il demande concernant un engagement de la communauté internationale. Toutefois, je continue de penser qu'il faut s'appuyer sur la « feuille de route », qui doit être soutenue par le Conseil de sécurité, et sur les « paramètres de Clinton » négociés en 2000.

L'Accord de Genève va trop loin sur les questions de délimitation des frontières et des réfugiés et se noie dans les détails. Cette succession de détails entraîne une multitude d'oppositions dans la société israélienne et n'est pas propice à une mobilisation en sa faveur. Ce plan ne peut pas fonctionner pourtant s'il ne parvient pas à créer une plate-forme politique solide. Le plan de Genève ne peut pas fonctionner sans l'aval du parti travailliste et son caractère trop équivoque sur la question du " droit au retour " ne lui permet pas d'espérer un jour bénéficier de ce soutien.

Quoi qu'il en soit, si cette initiative fait naître le débat en Israël, je doute qu'il en aille de même chez les Palestiniens. Ce texte va plus loin que les paramètres de Clinton et cède énormément face aux exigences palestiniennes mais les Palestiniens n'ont, encore une fois, pas négocié pour arriver à la paix mais négocié pour se servir de ce qu'ils ont obtenu comme d'un tremplin pour obtenir plus. Comme ils l'ont fait en 2000.

Je ne suis pas un ami d'**Ariel Sharon** mais s'il commence à démanteler des colonies, comme il le laisse parfois penser, ce serait un vrai pas vers une solution. Toutefois, rien n'est encore fait et je n'ai pas confiance dans le Likoud car c'est lui qui a favorisé les implantations.

Zeyno Baran, Andrew Apostolou



Ancienne membre du Center for Strategic and International Studies et États-unienne d'origine turque, Zeyno Baran est directrice du programme sur la sécurité internationale et l'énergie du Nixon Center.



Andrew Apostolou est directeur de recherche à la Foundation for the Defense of Democracies.

« Un nouveau front dans la guerre »

Source : Washington Times

Référence : « A new front in the war », par Zeyno Baran et Andrew Apostolou, *Washington Times*, 11 décembre 2003.

Les attentats d'Istanbul ont ouvert un nouveau front dans la guerre au terrorisme. Ces attaques ont porté un coup à la fragile économie du pays et aux réformes politiques entreprises et on peut s'attendre à ce que d'autres attaques aient lieu. Nous avons besoin d'une stratégie de soutien à la Turquie de la part des États-Unis et de l'Union européenne pour éviter que la guerre au terrorisme ne se fasse au détriment des orientations pro-occidentales du pays.

Ces attaques sont sans nulles doute l'œuvre d'Al Qaïda qui s'en est pris à des synagogues en raison de son antisémitisme et à des Britanniques pour leur participation supposée dans la division du monde musulman après la Première Guerre mondiale et son abandon des musulmans au Cachemire, mais sans doute pas pour ses actions en Irak. De même la Turquie est haïe car elle est née des ruines du Califat que veulent restaurer les radicaux islamiques Avec ses origines islamiques, la parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie est toutefois en bonne place pour affronter les terroristes car comme l'a dit **Paul Wolfowitz**, seuls les musulmans modérés peuvent gagner la guerre contre les extrémistes.

Toutefois, la Turquie doit vaincre Al Qaïda sans endommager sa démocratie et mettre en péril ses chances d'adhérer à l'Union européenne. Il ne faut pas que la réponse aux attaques atteigne le degré de violence de la réponse au terrorisme kurde sans quoi la Turquie perdra toute chance d'entrer dans l'Union européenne. Il faut donc encadrer la réponse turque au terrorisme grâce à une aide économique de l'Union européenne et une assistance technique et organisationnelle des États-Unis.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Ariel Sharon évoque un grand dispositif unilatéral « si les Palestiniens font échouer la Feuille de route »

Référence : « Sharon : 'Unilateral steps' could mean moving settlements », par Gideon Alon, Amos Harel et Jonathan Lis, *Ha'aretz*, 10 décembre 2003. « Analysis / The prime minister's dance of the seven veils », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 10 décembre 2003. « Arabs will be majority in Jerusalem by 2040, says mayor », par Jonathan Lis, *Ha'aretz*, 10 décembre 2003.

Le Premier ministre Ariel Sharon a déclaré devant la commission de la Knesset consacrée aux Affaires étrangères et à la Défense que, dans le cadre des mesures unilatérales que pourrait prendre Israël même avant de constater l'échec de la Feuille de route, le gouvernement envisageait de déplacer certaines colonies. Selon *Ha'aretz*, aucun ordre d'évacuation d'avant-postes illégaux en Cjordanie n'aurait pour l'instant été transmis au Central Command israélien. Seuls deux avant-postes inhabités font l'objet d'une préparation de démantèlement. Cette semaine, des colons ont démonté un avant-poste près de Kiryat Sefer, où résidaient des ouvriers chinois travaillant sur des chantiers de construction. En tout, quatre avant-postes, tous inhabités, ont été démantelés la semaine dernière.

Lundi 8 décembre au soir, le ministre de la Défense Shaul Mofaz a indiqué aux dirigeants du Mouvement des colons que l'évacuation des avant-postes incluait celui de Mitzpeh Yitzah, qui est habité et avait déjà été évacué en juin 2003, pour être reconstruit quelques semaines plus tard.

Deux autres avant-postes sont concernés et suscitent une très forte opposition dans la communauté des colons. Il s'agit de Migron et Ginot Aryeh, dans la région de Ramallah. À l'annonce de cette décision, le président du Conseil régional de Binyamin, Pinchas Wallerstein, a quitté le bureau du ministre de la Défense en déclarant « *que certaines choses méritent qu'on meurt pour elles* ». Shaul Mofaz est aussitôt revenu sur sa décision, en indiquant que l'évacuation de Migron n'était pas programmée dans l'immédiat.

Selon des sources au ministère de la Défense, les négociations continuent avec le Mouvement des colons, avec comme monnaie d'échange la légalisation de certains avant-postes.

Devant la commission, Ariel Sharon a rappelé que, en 1988, il avait proposé une partition du pays, afin de ne pas être ramené aux frontières de la Ligne verte.

Selon lui, un accord aurait pu être conclu à cette époque de façon bien plus avantageuse qu'aujourd'hui. Il a également souligné que, en parallèle de ces mesures unilatérales, il était en train d'élaborer un plan plus large et plus complexe applicable lorsqu'« *il nous apparaîtra évident (...) que les Palestiniens ont fait échouer la Feuille de route* ».

« *Ce n'est que dans ce cas que j'envisage la possibilité d'une mesure générale unilatérale qui assurera une meilleure solution aux problèmes de sécurité israéliens et permettra d'empêcher le terrorisme, et il est possible que cette voie mène à un accord politique* ». « *J'ai exprimé clairement que je préfère (...) un arrangement avec les Palestiniens et je leur ai clairement exposé qu'ils obtiendront plus par un accord qu'au travers d'un acte unilatéral. Je pense qu'il est important de faire tous les efforts possibles pour parvenir à un accord, car si nous ne faisons pas cet effort, cela affaiblira notre position internationale* ». Mais Ariel Sharon pense également qu'Israël « *ne peut attendre cinq ans avant que les Palestiniens appliquent la Feuille de route - nous devons fixer une date et ne pas attendre à jamais* ». Revenant sur les récentes alertes venues de l'étude démographique des populations israéliennes et palestiniennes, Ariel Sharon a eu cette phrase énigmatique, devant l'Israel Business Conference : « *Je vois des prévisions d'experts selon lesquels le temps travaille contre nous, mais le temps est de notre côté* ».

Le maire de Jérusalem, Uri Lupolianski, a pourtant fait part de son inquiétude quant à l'évolution démographique de la ville. Selon lui, en 2040, les Arabes pourraient en effet composer la majorité de la population. « *Les Juifs, qui ont rêvé depuis des générations de vivre à Jérusalem et d'en faire leur capitale, doivent réagir maintenant* », a-t-il déclaré. L'étude réalisée sur la population de la ville fait apparaître une propension des habitants juifs à quitter la ville, tandis que les Palestiniens préfèrent y vivre plutôt qu'en territoire occupé. Uri Lupolianski appelle donc le gouvernement à prendre des mesures incitatives pour que les populations juives s'installent et restent à Jérusalem.

Syria Times



L'émissaire britannique au Proche-Orient revendique une approche différente de celle de Washington sur le dossier syrien

Référence : « *President receives message from Blair* », *Syria Times*, 10 décembre 2003.
 « *Blair adresse un message à Assad pour un Irak stable* », *L'Orient Le Jour*, 10 décembre 2003.

Le président syrien, Bashar al-Assad, a reçu, mardi 9 décembre 2003, la secrétaire d'État britannique pour les questions du Proche-Orient, la baronne Elizabeth Simons. Celle-ci a transmis au président syrien un message du Premier ministre Tony Blair, concernant les relations bilatérales et la situation en Irak.

Les discussions ont porté sur les perspectives d'une coopération bilatérale entre

la Syrie et le Royaume-Uni et sur la question des combattants en Irak, pour lesquels les États-Unis accusent la Syrie d'avoir ouvert sa frontière. Le message de Tony Blair évoque en effet notamment « *la question des activistes étrangers qui traversent la frontière syrienne vers l'Irak* », d'après un diplomate britannique à Damas, Mark Bell.

Elizabeth Simons a également été reçue par le ministre des Affaires étrangères syrien, Farouk al-Charaa, avec lequel elle a évoqué la situation en Palestine et en Irak, ainsi que le phénomène du terrorisme international. Farouk al-Charra a souligné l'unanimité de la communauté internationale pour que s'établisse une paix juste et compréhensive au Proche-Orient. Sur le dossier irakien, il a indiqué que le chaos qui règne dans le pays est la conséquence de la poursuite de l'occupation, qui met à mal la sécurité et la stabilité dans le pays.

L'émissaire britannique a exprimé la satisfaction de Londres quant aux déclarations de Damas condamnant le terrorisme contre les civils, notamment au regard des événements survenus à Istanbul au mois de novembre 2003. Les deux diplomates ont ensuite discuté des relations bilatérales entre les deux pays, et des moyens de les renforcer.

Lors d'une conférence de presse qu'elle a tenue après ces rencontres, Elizabeth Simons a qualifié les débats de constructifs, et vanté la relation personnelle particulière qu'entretiennent Bashar al-Assad et Tony Blair. Selon elle, le Royaume-Uni diffère des États-Unis dans sa manière de traiter la Syrie, bien que les relations soient fortes entre Londres et Washington. Plusieurs officiels britanniques, au premier rang desquels le ministre des Affaires étrangères Jack Straw, discutent avec leurs homologues états-uniens des relations avec Damas. Concernant l'Irak, elle a déclaré que les deux pays s'étaient mis d'accord sur le fait qu'il est d'un intérêt vital pour la Syrie que la paix et la stabilité règnent en Irak et que soit formé un gouvernement national irakien dans un futur proche. « *Nous ne voulons pas de pays extrémiste, mais un bon voisin pour la Syrie* », a-t-elle ajouté.

Jordan Times

Le Premier ministre jordanien condamne le mur de séparation et s'entretient avec le chef du gouvernement syrien

Référence : « *PM urges Israel to end 'security policies' against Palestinians* », *Jordan Times*, 10 décembre 2003.

Le Premier ministre jordanien, Faisal Fayezi, a invité Israël, mardi 9 décembre 2003, à mettre un terme à ce qu'il a qualifié de « *politique de sécurité* » conduite contre les Palestiniens.

Il a déclaré, devant une délégation du *Washington Institute for Near East Policy*, que ces politiques n'étaient pas parvenues à assurer la sécurité des Israéliens eux-mêmes, soulignant que les activités de colonisation d'Israël doivent être arrêtées. Il a par ailleurs réaffirmé la condamnation par Israël de la

construction du mur de séparation, au cœur de la Cisjordanie.

Selon lui, la cause palestinienne est la question cruciale au Proche-Orient et, si le conflit avec Israël ne s'achève pas, la paix, la stabilité et la prospérité régionales ne pourront jamais être réalisées.

Il a ajouté que la communauté internationale était d'accord sur la nécessité urgente de faire cesser le conflit, la Feuille de route fixant pour cela des objectifs clairs, des mécanismes et un calendrier précis.

Sur le dossier irakien, le Premier ministre a également souligné l'importance de former un gouvernement national représentant toutes les formations politiques respectant le cadre acceptable d'une Constitution approuvée par les Irakiens, ce qui leur permettra de reconstruire leurs institutions et de mettre un terme à l'occupation. Il a par ailleurs rappelé l'engagement de la Jordanie à fournir une aide humanitaire aux Irakiens, et à aider à protéger leurs liens historiques avec les Jordaniens.

Sur le plan intérieur, Faisal Fayez a indiqué que le gouvernement allait coopérer avec toutes les institutions de la société pour renforcer le processus de démocratisation, en présentant la Jordanie comme un modèle de pays arabe musulman.

Dans le même temps, Faisal Fayez a eu un entretien téléphonique avec son homologue syrien, Naji Etri. Selon l'agence de presse jordanienne, Petra, le Premier ministre aurait, au cours de l'entretien, souligné la « *profonde relation liant la Jordanie et la Syrie* » et évoqué des moyens de renforcer les liens bilatéraux entre les deux pays.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe expose l'ordre du jour du prochain sommet

Référence : « GCC Summit to Focus on Economic Issues », par Ghazanfal Ali Khan, *Arab News*, 10 décembre 2003.

Le secrétaire général du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), Abdul Rahman Al-Atiyya, a confié au quotidien *Al-Watan* les enjeux du prochain sommet du Conseil, qui doit se tenir le 21 décembre 2003. Il s'agit principalement de l'adoption d'une monnaie unique et de la construction d'un pipeline commun. Le secrétaire général du CCG a rencontré, mardi 9 septembre 2003, le ministre des Affaires étrangères irakien, Heshar Zebari, à Manama. Il l'a félicité des efforts du Conseil de gouvernement irakien pour ramener la paix et la stabilité dans le pays. Et il a réaffirmé le soutien du CCG à la reconstruction irakienne.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Silvan Shalom rencontre le président égyptien au cours de sa tournée diplomatique

Référence : « Mubarak : Egypt wants to strengthen ties », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 10 décembre 2003.

Le président égyptien Hosni Moubarak a rencontré, mercredi 10 décembre 2003, le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, à Genève. Il lui a notamment dit qu'il n'avait aucun intérêt à renvoyer un ambassadeur en Israël.

Ce retour d'un ambassadeur égyptien à Tel Aviv figurait à l'ordre du jour de la rencontre, ainsi que le sort du prisonnier israélien Azzam Azzam, le rôle de l'Égypte dans le « *sabotage* » de la résolution d'Israël devant l'ONU, le mur de séparation, les avant-postes des colons, les négociations du Caire sur un cessez-le-feu palestinien et les façons de relancer le processus de paix.

Il s'agissait de la première rencontre entre le président égyptien et un ministre israélien depuis août 2002. Elle illustre la volonté des Égyptiens de jouer un rôle actif dans le processus de paix, a déclaré Silvan Shalom.

Au cours de la rencontre, Hosni Moubarak a appelé Israël à créer une atmosphère constructive pour les négociations diplomatiques avec les Palestiniens. Selon lui, l'accord de paix entre Israël et l'Égypte est d'une importance stratégique pour son pays : « *Je suis personnellement engagé à le respecter. Je veux que les citoyens d'Israël sachent que l'Égypte souhaite renforcer ses liens avec Israël. Ma parole est une promesse* ».

Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué, mardi 9 décembre, selon lequel la rencontre avec Hosni Moubarak annonce un « *réchauffement* » des liens entre les deux pays.

La rencontre de Silvan Shalom avec le président égyptien est la première étape d'une tournée diplomatique du ministre israélien qui l'emmènera à Rome pour y rencontrer le pape Jean-Paul II, à Paris pour un entretien avec le ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin, et à Washington, où il sera reçu par le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell.

A Rome, Silvan Shalom doit également participer à la réunion annuelle du Groupe de liaison *ad hoc*, créé à la suite des accords d'Oslo en 1993, et qui a, en dix ans, financé à hauteur de 5 milliards de dollars l'Autorité palestinienne. Le ministre des Affaires étrangères israélien doit y rencontrer son homologue palestinien, Nabil Shaath, ainsi que le ministre des Finances palestiniens, Salaam Fayad. Il pourrait révéler, au cours de ces rencontres, le détail des mesures unilatérales décidées par Ariel Sharon, notamment la levée de certains barrages routiers, une augmentation du nombre de permis de travail délivrés aux Palestiniens, et le développement de projets industriels et touristiques communs.

À New York, le diplomate doit rencontrer le magnat de la presse Rupert Murdoch, l'équipe rédactionnelle de *Time Magazine* et des journalistes du *New York Times*.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Un rapport israélien dénonce les errements des services de renseignement nationaux avant la guerre en Irak

Référence : « Dogma undermined pre-Iraq thinking, says expert », par Amnon Barzilai, *Ha'aretz*, 4 décembre 2003.

Un rapport du Jaffee Center for Strategic Studies, rédigé par le brigadier-général réserviste de l'armée israélienne Shlomo Brun (ancien adjoint du conseiller de sécurité nationale), indique que les commissions d'enquête travaillant, aux États-Unis ou au Royaume Uni, sur les « erreurs » des services de renseignement concernant les motivations de la menace irakienne « oublie qu'il y avait un troisième partenaire important soutenant ces informations [selon lesquelles Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive et des moyens de s'en servir] et ce troisième partenaire était Israël ».

« Les services de renseignement israéliens ont été un partenaires à part entière pour la présentation des capacités non-conventionnelles irakiennes par le Royaume-Uni et les États-Unis, (...) et les échecs de la guerre en Irak démontrent des échecs et des faiblesses inhérents aux services de renseignement et aux décideurs israéliens. De tels erreurs pourraient se reproduire à l'avenir si la question ne fait pas l'objet d'une enquête complète, et si les conclusions qui s'imposent n'en sont pas tirées ».

Selon le rapport, l'évaluation exagérée de la menace irakienne a mis à mal la confiance de l'opinion publique en ses responsables et décideurs nationaux. En plus, elle a coûté des sommes encore difficiles à évaluer pour se prémunir d'une menace qui n'existait pas.

Shlomo Brun ajoute que cet épisode pourrait mettre à mal les relations d'Israël avec les pays étrangers : « les agences de renseignement étrangères pourraient perdre confiance dans les informations israéliennes, et soupçonner Israël de leur en fournir de fausses afin de convaincre les autres pays d'adopter sa position politique »

Selon lui, la vision israélienne de la menace irakienne est liée à « une conception dogmatique. Les agences de renseignement ont été submergées par une vision mono-dimensionnelle de Saddam qui le décrivait comme l'incarnation du Mal, un homme soumis à l'obsession de développer des armes de destruction massive pour frapper Israël entre autres ». Pourtant, les services auraient dû prendre en compte le fait qu'après 1991, le développement d'armes de destruction massive par le régime irakien étaient une menace pour sa propre survie.

L'Orient Le Jour



« L'Orient Le Jour » analyse l'intérêt des dirigeants libanais pour les relations entre la Syrie et les États-Unis

Référence : « Beyrouth se focalise sur des relations syro-US plus nuancées qu'il n'y paraît », par Emile Khoury, *L'Orient Le Jour*, 10 décembre 2003.

L'Orient Le Jour évoque l'intérêt des responsables libanais pour l'évolution des rapports syro-états-uniens, « surtout à l'approche de la présidentielle, les deux parties jouant dans ce cadre un rôle de grands électeurs. Selon des politiciens de retour de Damas, l'escalade verbale de ces derniers temps ne traduit pas vraiment les réalités d'un dossier relationnel traité, des deux côtés, par une diplomatie tranquille. Un dialogue sous le manteau aurait marqué récemment de sensibles progrès. »

Ces responsables libanais y voient d'ailleurs une conséquence dans les « frictions larvées » entre Washington et Tel-Aviv, les relations israélo-états-uniennes allant toujours dans un sens opposé de celles entre Damas et Washington.

La priorité de l'administration Bush se trouve en effet ailleurs, en Irak, un dossier dans lequel la Syrie, « qui ne joue pas là des intérêts vitaux, ne rechigne pas à se montrer de bonne composition ». Une complaisance bien différente de l'intransigeance de Damas quant au règlement des différends israélo-arabes. La Syrie défend, dans ce dossier, l'idée d'une « paix globale équitable, réalisée dans le cadre des résolutions de l'Onu et des principes de Madrid ». C'est dans ce sens que *L'Orient Le Jour* interprète les déclarations de Bashar al-Assad dans le *New York Times* demandant aux États-Unis de participer à la reprise du dialogue. Un dialogue pour lequel le président syrien ne fixe pas de conditions préalables, si ce n'est que les négociations reprennent là où elles ont été laissées, c'est à dire sur le principe d'un retrait israélien total du Golan, accepté par le gouvernement Rabin.

Cette conjoncture internationale particulièrement grave nécessite, selon Damas, un front uni du côté arabe, et la Syrie appelle donc les hommes politiques libanais « à laisser de côté les sujets politiques », notamment l'idée d'un remaniement gouvernemental ou présidentiel.

L'Orient Le Jour



« L'Orient Le Jour » évoque la vision libanaise de la nouvelle politique d'Ariel Sharon

Référence : « Les diplomates locaux suivent avec intérêt l'évolution psycho-politique de Sharon », par Khalif Fleyhan, *L'Orient Le Jour* 10 décembre 2003.

L'Orient le Jour consacre un article d'analyse aux nouvelles visions développées par les professionnels libanais de la diplomatie sharonienne. Ceux-ci relèvent en effet que le Premier ministre israélien semble, ces derniers temps, « s'éloigner des paramètres d'extrémisme qui ont fait la renommée du bourreau de Sabra ». Au cœur de cette nouvelle pensée, un nouvel idéal que serait « la mise en orbite d'un État israélien dit des quatre cinquièmes : 80 % de juifs et 20 % d'Arabes. Cette proposition fait par elle-même un sort au rêve d'un État hébreu à 100 %, impliquant donc l'expulsion des Arabes, que le radicalisme antérieur de l'aile dure du Likoud, incarnée par le même Sharon, défendait. »

Il existe des explications tactiques à ce revirement : les pressions occidentales se multiplient sur Israël, à la fois de la part des Européens, mais même de Washington, qui demande à Tel Aviv de cesser ses opérations militaires répressives dans les territoires occupés. Le Président Bush a ainsi expressément demandé à Ariel Sharon « de faire montre de plus de souplesse. D'opérer des retraits, de démanteler des colonies, de réviser sa copie pour ce qui est de la clôture de séparation. Cela pendant que Powell recevait spectaculairement les promoteurs de l'Initiative de Genève, le Palestinien Yasser Abed Rabbo et l'Israélien Yossi Beilin. »

Selon les experts libanais, le cœur de la stratégie est liée à la démographie. En effet, selon des statistiques établies par l'Université d'al-Aqsa, la population palestinienne dans les territoires israélo-palestiniens a fortement augmenté. Selon les démographes israéliens, « dans deux générations, les contrées centrales seraient peuplées de Palestiniens à 33 %. D'où une idée, présentée éventuellement comme un cadeau aux Américains : rabattre en profondeur quelque 150 000 colons juifs de Judée-Samarie et des environs du secteur oriental de Jérusalem. »

« L'échec des pourparlers interpalestiniens du Caire » pourrait également remettre en cause la tournure « modérée » de la politique d'Ariel Sharon. Il permet d'envisager une reprise des attentats des organisations radicales palestiniennes, et donc de nouvelles représailles de la part de l'armée israélienne.